

Renouer avec le citoyen, le défi des partis traditionnels

- Tentation des extrêmes, crise de confiance, panne d'idées...
- La politique traditionnelle n'a pas bonne presse.
- Les politologues confirment la crise.
- Les partis nuancent et cherchent la parade.

La politique traditionnelle est en crise. D'élection en élection, les familles politiques traditionnelles perdent des électeurs. Et la tendance s'accroît dans les derniers sondages. Les partis extrémistes, de droite comme de gauche, les formations radicales en profitent. En Belgique comme dans bien des pays occidentaux. Pourquoi ? Quelles sont les causes de cette évolution et y a-t-il des remèdes ? Nous avons posé ces questions aux spécialistes Vincent De Coorebyter (profes-

seur de philosophie sociale et politique contemporaine à l'ULB) et Dave Sinardet (politologue à l'université d'Anvers et à la VUB), ainsi qu'aux présidents des partis francophones dits traditionnels (PS, MR, CDH, Ecolo, Défi). Pour les politologues, les politiques commencent à accepter le constat. Ce qui se vérifie auprès des présidents. Qui partagent certaines solutions des experts, mais pas toutes, tant s'en faut. ■

MARTINE DUBUISSON

constat « Au moins dix ans que le système patine »

Pour nos politologues, on ne peut parler de momentum : la crise de la politique traditionnelle s'installe depuis une ou deux décennies. « Cela fait au moins une dizaine d'années que l'on sent que le système patine, ne fonctionne plus comme il devrait, analyse Vincent De Coorebyter. Que l'on fait le constat, longtemps non partagé, d'une incapacité du système démocratique à répondre à ses défis. Voyez la menace climatique, connue depuis 1992 et à laquelle on a apporté un début de réponse seulement l'an dernier avec la COP21. Ou la question de la migration internationale, ouverte depuis des décennies mais à laquelle on ne sait toujours pas quelles réponses apporter. La question du terrorisme, ouverte depuis 2001, ou celle du commerce international que l'on n'arrive plus à réguler depuis l'échec des négociations de 1999. Ou encore le chômage ; les tensions sur le logement ; la mobilité ; la question énergétique. Tout cela crée de l'anxiété et les motifs alimentant le sentiment d'impuissance s'accumulent. »

Si la crise se révèle dans toute son ampleur aujourd'hui, le mal n'est donc pas passager mais « profond et structurel ».

Dave Sinardet partage : « La crise

dans les partis traditionnels se marque depuis quelque temps déjà, mais elle s'accroît. Voyez le deuxième tour de l'élection présidentielle en Autriche : les deux partis traditionnels, qui ont gouverné pendant des décennies, en étaient exclus. Et dans la plupart des pays, les partis traditionnels n'ont plus la possibilité d'avoir une majorité ensemble - sous le gouvernement Di Rupo, les trois partis flamands n'avaient pas de majorité en Flandre, alors qu'il y a 50 ans, les trois partis traditionnels récoltaient plus des trois quarts de voix. » Sans parler du succès d'une Le Pen en France, d'un Trump aux Etats-Unis, du Vlaams Belang en Flandre...

La sanction pour les partis traditionnels est donc cinglante, au point, pour une moitié d'électeurs autrichiens, d'opter « pour quelqu'un qui a des accointances nazies avérées », comme le relève Vincent De Coorebyter. Qui ajoute : « On atteint des sommets dans le risque de dérapage politique, ce qui était encore impensable voici dix ans. En Belgique, il n'y a pas un extrême qui capitalise les mécontents, mais l'extrême gauche et l'extrême droite profitent du sentiment d'échec. » ■

Ma. D.

causes De mauvaises réponses aux crises

Comment en est-on arrivé là ? Nos politologues identifient cinq causes principales.

1 La crise économique. En période de crise économique, les frustrations sont exacerbées et la tentation de rejeter le système est renforcée, certainement chez ceux qui s'en sentent exclus. Ainsi, relève Dave Sinardet, « les électeurs de la droite radicalisée dans les pays européens sont, sociologiquement, peu qualifiés, parfois chômeurs, ou ont un bas salaire, des catégories que les partis traditionnels ont un peu délaissées ». Et la frustration grandit encore quand le sentiment d'injustice s'accroît : « Les affaires Luxleaks, Panama Papers renforcent la perception – et ce n'est pas qu'une perception – qu'une élite échappe à la fiscalité imposée au reste de la société. Il y a donc un ras-le-bol des structures politiques traditionnelles qui laissent se développer ces situations, surtout en période d'austérité. Ces dernières années, les partis de droite radicale (en Autriche, en France, aux Pays-Bas) ont compris cela et, en matière socio-économique, ils se positionnent plus à gauche. 85 % des ouvriers ont voté pour l'extrême droite à la présidentielle en Autriche. »

2 Les crises actuelles. A la crise économique s'ajoutent d'autres crises : réfugiés, terrorisme... « Certains jugent que les partis traditionnels n'ont pas une bonne réponse à ces problèmes, explique Dave Sinardet. Et une part importante de l'opinion

dans différents pays européens partage les positions des partis de droite radicale sur l'islam, les réfugiés, la sécurité... »

3 Les jeux tactiques. Alors que les citoyens affrontent des problèmes d'emploi, de mobilité, de sécurité..., les responsables politiques passent une partie de leur temps à se chamailler ou à s'adonner à des jeux partisans, ce qui accentue l'impression qu'ils ne répondent pas aux défis de l'heure.

« Individuellement, estime Dave Sinardet, les politiques comprennent qu'il y a un problème mais collectivement, ils sont prisonniers d'une dynamique qui les fait toujours retomber dans une logique partisane. Et il y a un certain ras-le-bol citoyen de ces disputes, le sentiment que les politiques suivent plus leur intérêt partisan que l'intérêt général. » Même la N-VA, qui avait une autre manière de faire la politique, totalement décomplexée dans l'affirmation de ses choix ou diagnostics, se profilant comme parti anti-establishment, est en net recul dans les sondages.

« Elle dénonçait le système, mais elle y participe désormais, sans avoir les moyens de le changer radicalement, analyse Vincent De Coorebyter. Elle a capitalisé quelques années en imprimant l'idée qu'avec Bart De Wever, elle allait provoquer des réformes radicales. Et dire aujourd'hui que ce sont les syndicats francophones qui l'en empêchent, cela ne suffit pas. Ces petits jeux sont inutiles et contre-productifs, car les électeurs en concluent que ce n'est que de

la comédie pour se maintenir au pouvoir. »

4 La crise de la démocratie représentative. « Pour beaucoup, la démocratie représentative n'est plus le bon système pour être entendu », juge Dave Sinardet. « D'où la tentation de s'en remettre de plus en plus aux extrêmes, qu'il faut aller jusque-là pour que ça change, complète Vincent De Coorebyter. Outre ceux qui veulent construire leur propre alternative, comme Nuit Debout, Tout autre chose..., ou qui changent leur mode de vie (consommation locale, coopératives...), car ils ne font plus confiance au système. Le point commun à tout cela, c'est un constat d'impuissance, que le politique ne parvient pas à répondre aux problèmes. »

Une impuissance qui est aussi due au fait, ajoute Sinardet, que « depuis les années 70, le pouvoir politique national s'est déplacé vers des forums transnationaux, comme l'Union européenne. En campagne, les politiques font beaucoup de promesses mais ensuite, leurs marges sont beaucoup plus réduites. Ce qui alimente la frustration. »

5 L'architecture institutionnelle. Les citoyens s'en plaignent souvent : notre système institutionnel est trop complexe, trop redondant, les compétences sont trop éclatées. Ce qui nuit à l'efficacité. Notre lasagne institutionnelle n'aide pas à rapprocher les citoyens de la politique, confirment nos deux politologues. ■

Ms.D.

remèdes « L'urgence, c'est de s'arrêter et de réfléchir »

Comment remédier à la crise politique ? Comment ramener les citoyens-électeurs vers les partis traditionnels ? Les politologues sont d'accord : une campagne de communication pour positiver la Belgique, comme les gouvernements l'envisagent, ne suffira pas.

« Les batailles de la communication, on les gagne quand on a déjà plus ou moins gagné la bataille du bilan, tranche Vincent

De Coorebyter. La com ne résout rien si on a le sentiment de danger, de déclin, de surplace. »

Nos deux experts jugent que les politiques comprennent en partie les frustrations de la population et commencent à admettre certains constats. Mais qu'ils ne sont pas forcément prêts à mettre en pratique les solutions qu'eux préconisent.

« L'urgence, dit ainsi Vincent De Coorebyter, ce n'est pas de réagir, mais de s'arrêter et de réfléchir indépendamment d'une urgence. Les politiques sont pris dans une immédiateté permanente. Si on veut être à la hauteur de ce qui se passe, le grippe très profond du système, il

faut en analyser l'étendue, être prêts à entendre les intellectuels, et non chercher à trouver une parade cosmétique. »

Il invite donc le monde politique à « un exercice de lucidité », estimant que celui-ci est « un peu plus conscient qu'il y a cinq ans, mais pas encore suffisamment ».

Il faut aussi, disent nos politologues, renoncer à certaines pratiques, « changer radicalement d'orientation dans certains domaines ». Que ce soit en matière de fiscalité, de régulation de la finance, de défi énergétique, écologique...

Vincent De Coorebyter : « Il faut par exemple sortir du partenariat entre élites politiques et monde économique. Le monde politique doit prendre conscience

qu'il n'a pas un allié fiable dans le monde économique pour faire rentrer l'impôt de manière fiable, et arrêter de mener des politiques d'austérité en prenant aux plus modestes ce que l'on n'arrive pas à prendre dans le monde économique à cause des niches fiscales.»

Dave Sinardet ajoute la dimension européenne : « Il faut renforcer l'Europe pour lutter contre l'évasion fiscale, pour les questions de sécurité, d'environnement... », mais aussi « organi-

ser plus démocratiquement les instances européennes ».

Il suggère aussi d'« introduire une dynamique de démocratie participative dans notre système : beaucoup de gens veulent s'engager, ont une expertise mais ne sont pas assez entendus par le politique ».

Enfin, il juge qu'il faut oser le débat de la refédéralisation de certaines compétences ; une idée qui gagnerait du terrain, même en Flandre, notamment depuis les attentats. ■

Ma.D.

les présidents de partis Pour restaurer la confiance : exemplarité, pédagogie, participation

Les partis traditionnels ont-ils perdu (une bonne part de) la confiance des citoyens ? Si oui, pourquoi ? Et comment y remédier ? Elio Di Rupo (PS), Olivier Chastel (MR), Benoît Lutgen (CDH), Patrick Dupriez (Ecolo) et Olivier Maingain (Défi) s'interrogent, eux aussi, sur le désenchantement de la société et sur les réponses à y apporter. Dans les entretiens qu'ils nous ont accordés sont apparus quelques éléments communs.

Crise de confiance

Aucun de nos interlocuteurs ne nie l'évidence : les extrêmes progressent, les partis traditionnels régressent. « Mais ce n'est pas neuf, observe le président du PS. Il y a toujours eu une frange de la population mécontente. Elle s'exprime tantôt par l'abstention, tantôt par le vote pour certains partis : Ecolo en a profité à une certaine époque, aujourd'hui c'est le PTB. »

« Exact, mais ce qui est neuf, c'est que la défiance prend des proportions très importantes, souligne le coprésident d'Ecolo. Parce qu'il y a un vrai désenchantement démocratique. »

Au MR, on pose le même constat, que l'on décode comme suit : « Nous avons l'impression que c'est d'abord une perte de confiance des citoyens en eux-mêmes : ils sont dépassés par les problèmes et n'ont pas l'impression que l'État pourra les résoudre. » Tant à gauche qu'à droite, on ressent par ailleurs un malaise spécifique. « Nous sentons que le libéralisme est pointé du doigt par la gauche et la droite, ce qui est assez interpellant », relève Olivier Chastel. Alors qu'Elio Di Rupo s'inquiète, pour la gauche, de l'émergence de « l'ina » – le « there is no alternative » né sous Thatcher : « Cette idée qu'on ne peut pas faire autrement percole. »

Angoisse

Parmi les causes de cet éloignement entre le citoyen et les partis traditionnels, Olivier Maingain pointe « la perception d'une profonde iniquité qui s'est installée, et que les politiques ne perçoivent pas assez ». « Les gens ont la conviction que leurs revenus du travail ne suffiront pas à assurer leur existence jusqu'au dernier jour de leur vie, alors que d'autres revenus

croissent de manière démesurée, analyse le président de Défi. La vraie angoisse, pour beaucoup de gens, porte sur leur capacité à assurer leurs besoins sur le long terme. Et ils ont le sentiment que les politiques n'ont pas de réponse à cela. »

Olivier Chastel prolonge : « Dans un contexte de crise économique où l'on se sent fragilisé, il y a un rejet de l'autre, les réfugiés ayant par exemple été le catalyseur l'été dernier. » Le président du MR y ajoute « le sentiment de ne pas être assez entendu, des frustrations quotidiennes comme le fait de ne pas avoir de train pour se rendre au travail ». Patrick Dupriez ramène à la complexité institutionnelle de notre pays : « Cela rend les choses illisibles pour le citoyen, d'autant qu'on passe son temps à se renvoyer la patate chaude, du coup, personne n'est responsable. »

Exemplarité

Lorsque nous avons demandé à nos cinq interlocuteurs les remèdes qu'ils prescrivaient, trois d'entre eux ont répondu d'un mot : l'exemplarité. « Les politiques, au-delà de ce qu'ils proposent, doivent symboliser l'exemplarité », lance Elio Di Rupo.

Olivier Maingain enchaîne : « Le politique doit avoir une exemplarité. Cela s'est perdu, pas seulement par les scandales. Il faut refixer des règles strictes, dans une très grande transparence et dans la permanence, sinon on découvre des excès, des débordements. On ne peut pas incarner l'autorité si on n'est pas soi-même irréprochable. Le pouvoir, ce n'est pas une facilité de vie qu'on s'octroie. »

Benoît Lutgen met pour sa part un autre élément sur la table : « le mensonge d'État, qui a des conséquences dramatiques » : « La confiance se restaurera par le respect de ses engagements et de ses paroles et, bien sûr, par des comportements exemplaires. » Patrick Dupriez souligne, pour sa part, « la nécessaire cohérence entre la vision, l'action et la pratique ».

En panne de com, pas d'idées

Voilà pour l'éthique. Sur le fond, on évoque souvent cette « panne d'idées » à laquelle les partis traditionnels seraient confrontés. Une thèse que réfutent caté-

goriquement nos cinq interlocuteurs, plaçant plutôt le débat sur les modes de communication.

« Les partis traditionnels ne sont pas en panne d'idées, assure le président du CDH. Ce qui est complexe, c'est de faire émerger des propositions nouvelles. En particulier dans un monde où la communication est plus centrée sur l'immédiat que sur les projets de fond. Cela me désole. On passe la plus grosse partie de notre temps à répondre aux petites phrases au lieu de venir avec des propositions. Et quand on arrive avec une proposition, on se fait aussitôt incendier. L'exemple qui m'a marqué, c'est celui des villes nouvelles. C'est une mécanique commune aux médias et aux politiques. »

Le coprésident d'Ecolo pense exactement la même chose : « Ce qui anime le débat politico-médiatique, ce ne sont pas les idées de fond, mais les petites phrases, les polémiques. La vraie difficulté c'est de faire passer les idées qu'on propose. »

Au MR, on n'est pas de cet avis : « La politique, c'est aussi une opposition d'idées, il est donc normal qu'il y ait des désaccords et des points de friction. » Mais les li-

héraux sont décidément isolés sur ce point. « La politique des petites phrases, ce n'est pas de la politique... Nous voulons l'éviter, on essaie donc de faire des phrases longues, mais alors on nous coupe », estime Elio Di Rupo. Lequel assume par ailleurs sa relative discrétion communicationnelle, prix à payer, dit-il, pour régénérer le parti en profondeur. « Il faut un renouveau des votes et moyens du PS, en tenant compte d'une réalité qu'on veut changer. Or, pour changer une réalité, il faut la connaître. C'est précisément le but de notre Chantier des idées. C'est un immense travail de réflexion, notre volonté est de revenir, au plus tard dans un an, avec une petite dizaine de propositions très fortes, qui ne soient pas simplement des propositions idéologiques mais des propositions étayées. Et je comprends qu'entre-temps, on puisse dire qu'on ne nous entend plus. »

Olivier Maingain, lui, renvoie les politiques à un exercice d'autocritique. « On consacre peu de temps à expliquer les choses aux citoyens ; les politiques ont par contre tendance à parler aux autres politiques, dans des débats, ce qui ne correspond plus au contexte actuel. Regardez les

débats à la Chambre : la presse n'en fait plus de compte rendu. Nous sommes, nous politiques, figés dans un monde très éloigné du monde de la communication actuelle. Et c'est vrai pour tous les niveaux de pouvoir. Du coup, les citoyens n'ont pas la possibilité d'avoir une vision d'ensemble, ils ont une vision réductrice. Les petites phrases et les tweets, c'est assasin ; la démocratie s'appauvrit en termes de compréhension : on est dans une logique d'impression et non pas dans une logique d'analyse. »

Impuissants, nous ? Non !

Pour expliquer le déclin des partis traditionnels, on cite souvent leur impuissance, le pouvoir étant désormais, aussi, détenu par l'Europe, les organisations internationales, les multinationales... « On voit notamment une perte de pouvoir de notre démocratie par rapport à l'oligarchie financière, qui se joue des Etats et de la Justice, estime Patrick Dupriez. Et, surtout, jusqu'ici, les citoyens croyaient encore en la capacité de nos démocraties d'agir. Aujourd'hui, ils n'y croient plus. Ils

ont l'impression que ce n'est pas par les partis que les choses vont changer. »

« Mais moi, je n'ai absolument pas le sentiment que les partis sont impuissants, conteste Elio Di Rupo. La société d'aujourd'hui, aussi complexe soit-elle, reste gérable. Simplement, il faut accepter la complexité et donc, aussi, la nécessité de la pédagogie. »

« Moi, je pense qu'il y a une réelle capa-

cité d'action du politique, abonde Olivier Maingain. Il y a une grande tentation de dire que les Etats et l'Europe sont impuissants et que nous sommes dirigés par des fonds d'investissement ou des multinationales. Mais, pendant la crise financière, on a vu que, quand l'autorité de l'Etat s'affirme, elle peut imposer un cadre juridique. Le politique a des instruments puissants. Idem pour l'Europe. Le problème, c'est l'absence de volonté politique. C'est ça qui explique le désenchantement. »

Olivier Chastel croit, lui aussi, à la capacité des politiques à agir et, partant, à regagner le cœur des électeurs. « On peut mener des politiques et des réformes pour améliorer les choses, notamment créer de l'emploi, et, in fine, être jugé sur le bilan. »

Un soupçon de participation

Reste cette question des relations entre les citoyens et le processus démocratique. Si tous les partis conviennent aujourd'hui qu'un simple rendez-vous électoral tous les X ans ne correspond plus aux réalités de la société du XXI^e siècle, le degré d'ouverture à la démocratie participative/contributive diffère fortement d'un président à l'autre.

Pour Ecolo, l'élargissement de la participation citoyenne est l'un des principaux remèdes à la crise actuelle. « Chaque fois que les citoyens participent, ils reprennent du pouvoir, par la compréhension des en-

jeux et par la possibilité de peser, plaide Patrick Dupriez. Cela peut prendre diverses formes : l'assemblée citoyenne, les panels, la consultation populaire, le tirage au sort. La démocratie participative, c'est aussi l'idée que, quand les élus sont confrontés à des citoyens, les pratiques politiques changent : ils ne peuvent plus rester figés sur leur positionnement de parti, comme au Parlement : ils doivent défendre l'intérêt général. »

Elio Di Rupo est plus nuancé : « Est-ce que la démocratie représentative est démodée ? Non ! Elle est indispensable. Mais la démocratie participative peut lui être complémentaire. On pourrait relancer des consultations citoyennes. »

« Il faut améliorer les espaces de participation pour les citoyens et trouver de nouvelles formes de démocratie participative, complète Benoît Lutgen. Mais je suis par exemple tout à fait opposé au tirage au sort. » Olivier Chastel est pour sa part sur la même longueur d'onde que le Premier ministre (lire page 3) et se dit donc ouvert à des consultations populaires et référendums. Ajoutant aussitôt : « la démocratie représentative reste quand même le meilleur système »

Ce que pense aussi le président de Défi, qui plaide, lui, pour le rétablissement de l'autorité publique, « ce qui suppose d'avoir de la représentativité ; mais on peut réfléchir à mieux associer les citoyens au contrôle de l'Etat ». ■

MARTINE DUBUISSON
VÉRONIQUE LAMQUIN